

ÉCONOMIES DU MAGHREB : LES CONSENSUS NÉGATIFS

Omar AKALAY*

L'économie du développement ne s'est jamais préoccupée de morale. Cette carence a été comblée par des revendications religieuses : la théologie de la libération nationale en Amérique Latine chrétienne et la radicalisation islamiste dans le versant sud de la Méditerranée.

Ces pays musulmans, d'après une expression de Malek Bennabi (1), sont des sociétés maraboutiques. Le maraboutisme est un moyen de communication entre les vivants et les morts (le « marabout ») par le sacrifice d'un être vivant, généralement un poulet, un mouton ou un bœuf. Il représente la gestion irrationnelle des problèmes quotidiens. Il s'agit d'obtenir du saint tout et son contraire. Le sacrifice maraboutique s'oppose à l'économie politique qui est la gestion rationnelle du sacrifice, c'est-à-dire du choix ; choisir, c'est renoncer à un bien pour un autre que l'on juge supérieur. La société maraboutique a un comportement très fortement anti-économique qui a secrété des consensus négatifs ; ceux-ci ne sont pas propres à une classe ou à un parti ; ils imprègnent la mentalité de la majorité de la société. Nous nous proposons d'analyser ces consensus négatifs. Il n'y a rien de « spécifique » dans la phobie de la société maghrébine à l'égard de l'économie politique ; sans avoir lu Carlyle (2), cette société souscrirait volontiers à sa réflexion lorsqu'il écrivait que l'économie était la science du malheur.

L'unité religieuse est la pierre angulaire de l'ensemble maghrébin : le comportement des hommes, dans la sphère économique, présente de fortes similitudes.

Nous nous intéresserons au qualitatif et au non-dit. Les élites maghrébines n'écrivent pas ; les chefs d'entreprises encore moins. Ce non-dit donne sa couleur particulière à l'action quotidienne des hommes dans leur recherche d'un mieux-être économique. L'ensemble de leurs sentiments ou de leurs croyances influe de façon décisive sur les données macro-économiques. Le développement économique s'inscrit dans la durée, mais aussi dans le refus. Après tout, vouloir le développement économique n'est pas une action naturelle à l'homme. Refuser est la première action humaine ; elle consiste à préférer le présent, même insatisfaisant, à une action future et incertaine. L'homme craint le changement.

* Docteur d'État en Sciences Économiques, administrateur de société, membre du Conseil de l'Université Hassan II-Mohammedia.

(1) BENNABI (Malek), *Vocation de l'Islam*, Paris, Seuil, 1954.

(2) GALBRAITH (John Kenneth), *Les conditions actuelles du développement économique*, Paris, Denoël, 1962, p. 66.

La résistance à l'enseignement

La résistance à l'enseignement a d'abord été d'origine religieuse. Les sociétés du Maghreb vivaient et vivent toujours à l'âge théologique. Cela veut dire essentiellement que l'homme agit pour mériter son salut dans l'au-delà. Pour la société maraboutique, au début du XX^e siècle, l'analphabétisme est un bienfait de Dieu. La lecture conduit tout droit à l'hérésie et donc à l'enfer. Cette opinion a été majoritaire pratiquement jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945. Elle a été appuyée par les autorités coloniales et longuement combattue par les musulmans dits modernistes.

Malek Bennabi considérait la mentalité maraboutique comme anti-musulmane; elle était cependant celle de la majorité de la population pour qui la religion était une création continue.

A partir de 1945, les bienfaits de l'enseignement devenant visibles, les mentalités évoluèrent. On assista à un timide début de la scolarisation. A l'indépendance, la généralisation de l'alphabétisation devint une exigence populaire. Mais la résistance à l'enseignement ne disparut pas pour autant. Elle devint politique. Certains dirigeants politiques ont prôné l'analphabétisme au nom des nécessités économiques. Ils ont observé que les écoles formaient des chômeurs, mais que ce chômage était artificiel. Un jeune qui sait lire et écrire refuse de travailler dans les champs; il ne veut plus être berger ni ouvrier agricole. L'agriculture finit par manquer de bras alors que le chômage « intellectuel » s'étend. D'où l'idée de lutter contre le chômage en fermant des écoles.

Dans les milieux populaires, la désaffection résultait du jeu des lois du marché : on avait lancé l'enseignement comme un produit nouveau avec diffusion de masse. Le développement rapide de l'offre rend inévitable la baisse de la qualité. Cela vient en partie de la difficulté qu'il y a à réunir en même temps tous les éléments nécessaires à une haute efficacité – on aura construit de nouveaux bâtiments scolaires avant d'avoir formé de nouveaux maîtres – ou inversement. Aussi est-ce précisément au moment où une société fournit un effort résolu pour développer l'accès à certains services que la qualité de ces services décline, entraînant d'évidents effets négatifs sur le moral des nouveaux consommateurs.

Il y a convergence entre les intérêts des nantis et ceux des pauvres : les premiers voient dans la généralisation de l'enseignement une menace pour le statut de leurs enfants; les seconds constatent que l'alphabétisation n'a pas contribué à améliorer leur situation matérielle. La peur, d'un côté, la déception de l'autre, créeront un consensus pour le non-développement de l'alphabétisation, consensus qui volera en éclats, comme nous le verrons, sous la pression de la Banque Mondiale.

On a considérablement investi dans la construction d'écoles pour généraliser l'enseignement. On a arabisé les programmes pour maintenir les enfants des pauvres en état de sujétion. On a renforcé le caractère religieux de l'enseignement et délivré des diplômes qui conduisent au chômage, puisque l'activité économique exige la connaissance de la langue française. Tout cela a été fait au nom du nationalisme le plus intransigeant et de la revendication de

la langue nationale comme outil incomparable d'entrée dans la modernité. Ce dogmatisme cachait des intérêts sordides : les arabisants, de par leur faible bagage culturel, ne menaceraient pas l'ordre établi. Les pères fondateurs des indépendances ont cependant voulu maintenir le bilinguisme pour leurs enfants. Pour cela, on a gardé les écoles françaises issues du Protectorat. Le bilinguisme devait former une super-élite destinée à prendre les rênes du pouvoir ou à prospérer dans les organisations internationales. Les possédants ont pris leurs concitoyens pauvres pour des imbéciles. Ceux-ci se sont vengés en inventant une théologie de survie qui allie les revendications sociales au maniement des armes. On constate donc un double rejet de la généralisation du bilinguisme à l'école : de la part des possédants, qui veulent réserver le bilinguisme à leur progéniture, et de la part des arabisants, qui revendiquent la première place dans la société.

La résistance à l'industrialisation

La bourgeoisie «compradore», telle qu'elle a été analysée par Mao Ze Dong, est apparue dans les pays du Maghreb durant la période coloniale et bénéficiait alors d'une liberté surveillée. Les indépendances allaient en hériter.

L'indépendance était, entre autres choses, le contrôle du commerce extérieur. La mode était alors au contrôle des changes, aux licences d'importation, au contingentement. Toute cette panoplie fut utilisée contre les importateurs et les exportateurs. Ceux-ci s'adaptèrent pour survivre. Leur objectif était de gagner de l'argent tout en approvisionnant le marché intérieur ou en procurant les devises nécessaires au pays.

Le système mis en place était le suivant : les importateurs obtenaient de leurs vendeurs une surfacturation qui leur permettait de garder une part de leur bénéfice à l'étranger. Cette cagnotte servait à des usages divers, dont le plus significatif consistait à réguler les prix des produits importés. Si le marché intérieur se contractait à la suite d'une sécheresse ou d'une baisse des prix des matières premières, l'importateur demandait alors à son fournisseur de sous-facturer ; ce faisant, il payait des droits de douane plus réduits. Le produit était écoulé à un prix moindre sur le marché intérieur. Le différentiel de facturation était soldé par la cagnotte. Cette démarche était parfaitement illégale, mais elle était d'une efficacité économique supérieure aux monopoles étatiques ; ceux-ci n'avaient aucun moyen de réguler le marché, sauf en créant des caisses de compensation qui pénalisaient le budget de l'État.

Ce système «compradore» volait en éclats lorsque l'industrialisation tentait de se substituer à l'importation. L'industriel était l'ennemi de l'importateur : il fallait donc l'éliminer. Une des manières les plus efficaces consistait à grossir les stocks de produits importés à la veille de l'ouverture de l'usine. De la sorte, celle-ci produisait mais ne vendait pas. Certaines entreprises résistaient, d'autres pas. Lorsque l'entreprise survivait, le capital investi n'était pas rémunéré de façon optimale, ou ne l'était que par le moyen de la fraude fiscale. Si un nouveau venu se permettait de produire un de ces intrants jusque-là importés par les industriels installés, il rencontrait les mêmes résistances que

celles décrites ci-dessus. Le nouveau producteur faisait faillite ou bien rémunérait très mal le capital investi. De la sorte, l'industrialisation entraînait un surcoût prohibitif et ses résultats étaient décevants.

Le rêve de tout industriel débutant est d'imposer sa loi – c'est-à-dire ses qualités et ses prix – au marché. Certes, les pouvoirs publics lui accordent la protection douanière nécessaire, mais cela ne lui suffit pas. Il tente d'éliminer les grossistes en s'adressant directement aux détaillants, auxquels il cherche à imposer le prix maximum pour un minimum de qualité. Cela entraîne un refus des produits de l'industrie locale. L'industrialisation évolue dans l'hostilité.

Toutefois, le fonctionnaire demeure le principal ennemi, acharné et déterminé, de l'investisseur privé. A cette hostilité, il existe des raisons culturelles et historiques : dans le courant des années soixante, l'étudiant en économie du développement apprenait que le privé était un voleur qui, se repaissant du sang du peuple, était incapable de résoudre le problème du sous-développement. Une fois recruté dans la fonction publique, le jeune diplômé faisait de la résistance idéologique dans son bureau. Elle consistait à rendre impossible l'obtention de la centaine d'agréments nécessaires à un malheureux qui désirait investir dans son pays. Mais très vite, le nouveau fonctionnaire s'apercevait qu'il avait d'autres motifs d'empêcher l'investissement industriel privé. Le fonctionnaire, toujours d'origine rurale, s'apercevait qu'il pouvait reconstituer à son profit le clan en voie de dissolution en milieu rural.

Le fonctionnaire détient un pouvoir, peu importe lequel ; à ce titre, il a autour de lui des assujettis et des obligés, une clientèle, comme en tribu. L'investisseur privé, dès qu'il obtient tous les agréments, devient indépendant et menace la suzeraineté du fonctionnaire ; il convient, par conséquent, de ne pas lui donner tous les agréments. Le fonctionnaire préfère le « trabendo » – commerce illégal parce que sans agrément –, qui met le fraudeur à sa merci : tantôt le fonctionnaire ferme les yeux et partage les profits, tantôt il interdit l'activité. Dans les deux cas, le fraudeur est un obligé qui rapporte. C'est pourquoi l'investisseur privé, qui ne rapporte rien au fonctionnaire, est l'ennemi à abattre.

Le fonctionnaire a pour lui l'assentiment du public, qui préfère les produits de contrebande, réputés moins chers et de meilleure qualité. L'investisseur a intérêt à exercer dans le secteur informel : de la sorte, il gagne honnêtement sa vie, bien que de manière illégale. Tout le monde y trouve son compte : le fonctionnaire, qui contrôle l'investisseur ; le gouvernement, qui contrôle ses fonctionnaires et s'assure de la stabilité publique par une faible hausse du coût de la vie. L'économie informelle et la contrebande, qui ne se confondent pas, créent des emplois, baissent les prix et transfèrent des revenus de toutes sortes vers les classes moyennes.

Aussi, l'industrialisation d'un pays jeune ne peut-elle avoir des résultats que sur la longue durée, lorsqu'elle a accumulé les erreurs et le savoir-faire. Le « raccourci » n'existe pas.

Le refus d'épargner

Capital is made at home, écrivait le prix Nobel d'économie Gunnar Myrdal. Mais, ajoute Galbraith : « *Epargner et accumuler du capital sont des opérations extrêmement douloureuses dans un pays pauvre où les besoins courants exercent une pression considérable* » (3). C'est pourquoi, il faut rendre l'épargne attrayante en la rémunérant correctement, de telle sorte que celui qui fait le sacrifice d'épargner soit récompensé par l'augmentation de ses avoirs liquides. Il est impossible de concevoir le développement économique sans une politique préalable ou au moins concomitante de l'épargne. Or, aucun pays maghrébin ne rémunère correctement l'épargne ; cela ne se fait que sous la pression du Fonds Monétaire International. Débarrassé de la tutelle, chaque pays s'empresse de baisser le taux de rémunération de l'épargne. L'effort de développement se ralentit, puis disparaît dès lors que le pays cesse de recevoir l'aide internationale. Une telle constance dans le refus du développement mérite d'être expliquée.

Un texte officiel d'une banque centrale illustre cette observation. Il commence ainsi : « *En ce qui concerne tout d'abord le niveau de l'épargne, sa faiblesse structurelle est liée principalement au niveau du revenu national, ainsi qu'à l'importance de la consommation, tant publique que privée* ». Et se termine comme suit : « *Les réaménagements des taux d'intérêt applicables aux crédits consentis à la clientèle ont permis de ramener graduellement ces taux de 15,50 % à 11,50 %... grâce à la baisse des taux de rémunération des dépôts, amorcée depuis deux ans* ».

On peut, grâce à ce texte, suivre le cheminement d'une pensée à contre-courant de la rationalité économique. Première proposition : la faiblesse de l'épargne. Personne ne peut en douter, puisque, par définition, le pays est pauvre. Deuxième proposition : puisqu'elle est faible, il est inutile de la rémunérer, car sa rémunération n'engendrera pas un développement significatif des montants épargnés. Conclusion : pour stimuler la croissance, il faut baisser les taux d'intérêt débiteurs afin de favoriser la consommation des crédits ; on fait semblant de croire que ces crédits n'ont pas pour contrepartie des dépôts préalablement collectés.

Comment arrive-t-on à un tel raisonnement ? Celui qui épargne a le sentiment de ne pas participer à l'effort de production. Il est quelqu'un qui s'enrichit sans effort, sur le dos des autres, en quelque sorte. Il a la vague impression d'adopter un comportement réprouvé par la religion. Dans l'inconscient collectif, l'épargnant est assimilé à l'usurier. Le prêteur, lui, crée des richesses et des emplois. L'épargnant ne crée rien. Il laisse son argent dormir. Il n'a pas du tout conscience qu'en épargnant, il fait œuvre utile. Aussi, dès qu'il le peut, il fait les placements traditionnels des pays pauvres – dans le foncier, l'achat d'un troupeau ou de récoltes avant terme – qui sont préférés à des dépôts bancaires faiblement ou pas du tout rémunérés.

(3) GALBRAITH (John Kenneth), *op. cit.*, p. 31.

Cette politique produit très rapidement des effets désastreux. L'incitation à utiliser des crédits encourage les importations et creuse le déficit de la balance commerciale. La création monétaire qui s'ensuit provoque la hausse des prix et des tensions inflationnistes. Il en résulte une surévaluation de la monnaie qui renforce les tendances à l'importation rendue moins chère, décourage l'investissement et l'emploi. Ainsi, on baisse les taux pour favoriser l'investissement et l'emploi. On arrive au résultat inverse. Par ailleurs, on décourage la bancarisation ; celle-ci atteint à peine 20 % des ménages.

Selon les critères internationaux, un pays amorce son développement économique dès lors que son taux d'épargne atteint 30 % de son produit intérieur brut. A partir de ce seuil, les capitaux internationaux trouvent des avantages à venir s'y placer, à la condition que le taux de rendement annuel soit de 18 %. Ce sont les performances des pays du Sud-Est asiatique, par exemple. Autrement dit, le principal effort d'épargne doit venir d'abord du pays pauvre. Le pays peut alors instituer une Bourse des Valeurs et drainer des capitaux de toutes origines vers le secteur privé. Or, le taux d'épargne des pays maghrébins se situe à moins de 20 % de leur PIB.

Il existe toute une littérature sur les dits du Prophète et de ses proches Compagnons sur les vertus de l'épargne. Mais la société maghrébine n'en a rien retenu.

Le mythe de la monnaie forte

Plus un pays est pauvre et faible, plus il veut se doter d'une monnaie forte. Ceci est une donnée permanente. Durant quarante ans, Salazar fit de l'escudo une des monnaies les plus fortes du monde et du Portugal un des pays les plus pauvres d'Europe. Les sociétés maghrébines rêvent d'une monnaie forte à l'allemande, qui cohabiterait avec des déficits publics à l'italienne. Au cours de ces quarante dernières années, l'Espagne a procédé quasi annuellement à la dévaluation de la peseta, tout en devenant la huitième puissance économique mondiale. Son voisin, le Maroc, partisan d'une monnaie forte, a connu vingt ans de tutelle du FMI sur ses quarante années d'indépendance.

Dans une interview parue dans *Le Monde* du 17 novembre 1995, le président Hosni Moubarak, chef de l'État égyptien, a fort bien résumé les arguments des partisans d'une monnaie forte :

« – Où en est la dévaluation égyptienne ?

– Oubliez une bonne fois pour toutes la dévaluation ! Regardez ce qui s'est passé au Mexique ou dans d'autres pays ! Même le FMI a accepté d'y renoncer. Si je dévalue, je cours à la catastrophe, parce que les prix vont grimper, que la population va pleurer et souffrir, que je devrai augmenter les salaires et trouver de l'argent pour payer la dette. Tout cela signifie davantage d'impôts, davantage de pauvreté ».

Ce que le président Moubarak exprime en termes simples reçoit un habillage technique de la part des experts en économie des pays maghrébins. Les arguments avancés sont les suivants (en respectant leur jargon) : au niveau des exportations, les élasticités-prix sont faibles ; les produits agricoles sont

tributaires des conditions climatiques, d'une part, et des conditions d'accès aux marchés traditionnels (entendez l'Europe) d'autre part. Les produits miniers sont tributaires des cours mondiaux. Il en est de même pour les demi-produits. Les produits finis de consommation, censés être la catégorie la plus sensible aux variations du taux de change, ne représentent qu'une faible part du total des exportations. Au niveau des importations, il est à noter tout d'abord le caractère incompressible d'un certain nombre de produits, tels que les céréales, et le caractère indispensable d'autres produits, comme les biens d'équipement et les demi-produits, étant précisé que l'ensemble de ces biens représente 90 % des importations totales. Quant au tourisme, les experts disent que celui-ci est victime des séquelles de la guerre du Golfe et qu'ils ne sont donc pas en mesure d'appréhender l'impact d'une dévaluation monétaire.

Pour les transferts des émigrés, les experts affirment froidement que cette épargne est mieux rémunérée dans les pays d'accueil. Mais l'idée ne leur vient pas qu'elle pourrait être aussi bien rémunérée dans le pays d'origine.

Les experts mesurent l'impact d'une dévaluation sur le budget de l'État : une dépréciation pourrait avoir des effets positifs sur certaines recettes de l'État, notamment sur les droits de douane ; néanmoins, son effet sur les dépenses au titre du service de la dette extérieure est total : ces dépenses s'alourdissent, en effet, automatiquement et proportionnellement au taux de la dévaluation, affectant ainsi négativement la situation du Trésor public et celles des entreprises publiques endettées vis-à-vis de l'extérieur. Enfin, la dévaluation entraîne une augmentation du niveau des prix intérieurs, notamment par le biais du renchérissement des importations.

Tels sont les arguments « techniques » généralement avancés pour justifier le maintien d'une valeur surévaluée de la monnaie. Le FMI les connaît bien, mais il n'en a cure. Car ce raisonnement, pour être valable, doit reposer sur un postulat jamais formulé, mais toujours présent comme une évidence : l'existence permanente d'une réserve suffisante d'avoirs extérieurs afin de solder à tout moment les paiements en devises du pays. Or, le propre de ces pays est précisément de ne jamais avoir ces devises en quantités suffisantes et d'être constamment au bord de l'insolvabilité. Il y a une sorte de paralysie intellectuelle qui empêche les autorités monétaires de prendre les mesures propres à sauvegarder leurs avoirs en devises. D'autre part, la surévaluation de la monnaie profite à bien des spéculateurs. Mais l'expérience montre que les décideurs préfèrent sombrer et faire appel au Fonds Monétaire International.

L'union sacrée contre le FMI

Le FMI accède au désir du pays demandeur. Il envoie une mission. Celle-ci est constituée d'une demi-douzaine de jeunes gens armés de portables et dirigés par un responsable chevronné. Ils sont chapeautés, de loin, par un personnage de haut niveau chargé des contacts avec le gouvernement du pays assisté.

À ces jeunes gens, les responsables de l'économie du pays remettent toutes les informations et statistiques, tenues jalousement secrètes, concernant le budget, la balance des paiements et la masse monétaire. Ensuite, le chef de

mission prend des rendez-vous avec les différents décideurs économiques, politiques et syndicalistes. Apparemment, les critiques sont féroces quant à la politique menée qui conduit le pays à la faillite. Mais dans le fond, il y a unité de pensée entre les gouvernements et les gouvernés. Les patrons plaident pour l'impossibilité de réduire le déficit budgétaire (ce qui mettrait en péril les entreprises qui vivent des commandes de l'État). Ils exigent une protection douanière, car leurs entreprises sont fragiles et ne peuvent soutenir la concurrence internationale. Ils veulent une réduction encore plus grande des taux des crédits bancaires, condition indispensable à leur survie. Ils ne veulent pas entendre parler de dévaluation monétaire, car elle augmenterait le coût de leurs intrants. Les syndicats demandent des hausses de salaires, une politique sociale plus affirmée ; ils refusent toute dévaluation qui renchérirait les prix des produits de première nécessité. Les membres du gouvernement plaident l'impossibilité de réduire le déficit budgétaire, du fait de la faiblesse des recettes, d'une part et de l'incompressibilité des dépenses, d'autre part. Ils évoquent la même rigidité pour la balance commerciale.

Le grand atout du FMI consiste à ne pas tenir compte des opinions des différents décideurs. Tout cela est étudié à Washington et revient sous forme d'une description détaillée de l'économie du pays considéré, suivie de recommandations dont le respect entraîne la mise en place d'aides à la balance des paiements. Cela s'appelle un plan d'ajustement structurel. Ce jargon veut tout simplement dire que le pays ne doit pas vivre au-dessus de ses moyens et qu'il doit constamment ajuster ses dépenses à ses recettes. Comme cet ajustement doit se faire dans le temps, le Fonds, puis la Banque, accordent les crédits pour permettre au pays de « s'ajuster » avec le minimum de souffrance. En général, cette politique prend le contre-pied des certitudes de la société considérée. Sur le court terme, une dévaluation rapide est recommandée, accompagnée d'une hausse appréciable du taux de rémunération de l'épargne et du taux des crédits, ainsi que d'une baisse des impôts, suivie d'une libéralisation progressive du commerce extérieur. Ces mesures sont censées rétablir les équilibres des finances publiques et de la balance des paiements. Sur le long terme, l'accent est mis sur la nécessaire généralisation de l'enseignement et sur la lutte contre la pauvreté. Aussitôt connu, ce programme est mis en application dans un climat d'hostilité générale. Le gouvernement se bat pied à pied, avec acharnement, pour obtenir le maximum de facilités du Fonds en concédant le minimum de ce qui est considéré comme étant contraire à l'intérêt national. L'opposition, quand il y en a une, dénonce le caractère anti-populaire des mesures décrétées. Il y a une sorte d'union nationale informelle qui se constitue – tous unis contre le Fonds.

Gouvernants et gouvernés se sentent solidaires, ce qui contribue à la stabilité politique du pays. C'est là un résultat politique non prévu de l'intervention du Fonds qui se veut strictement économique. Le Fonds est un incomparable outil de stabilité politique des pays pauvres. Même si, comme cela arrive, sa politique déclenche des émeutes dites « de la faim », celles-ci n'ont aucune portée révolutionnaire. Elles ne menacent pas l'ordre établi.

La politique préconisée par le Fonds a le tort d'aller contre les intérêts de la classe moyenne. Celle-ci n'est pas concernée par la rémunération de

l'épargne, puisqu'elle prétend ne pas avoir la capacité d'épargner. La classe moyenne dispose de revenus en grande partie occultes ; de ce fait, la baisse des impôts ne l'intéresse pas puisqu'elle n'en paie que sur la partie visible de ses revenus. La dévaluation monétaire est, pour elle, l'horreur absolue. Elle l'oblige à payer plus cher les produits d'importation qu'elle consomme et ses vacances à l'étranger. Quant à la hausse des intérêts débiteurs, elle réduit d'autant sa capacité d'endettement et, par conséquent, celle de son enrichissement. Enfin, la baisse des droits de douane ne l'intéresse pas car elle ne concerne que les transactions avec factures, qui ne peuvent être réalisées avec les revenus occultes.

A ce titre, l'ajustement structurel est diabolique ; il laisse le choix à l'individu d'agir dans le cadre de l'économie légale, de profiter de ses aubaines et d'assumer ses obligations fiscales ; ou de continuer à vivre de l'économie informelle, mais d'être pénalisé sur le plan de l'accès au crédit.

Tout cela est rationnel, avec, néanmoins, une nuance de taille : la préférence de la légalité par le secteur privé conduit à l'appauvrissement d'un certain nombre de fonctionnaires qui doivent se sacrifier sur l'autel de l'ajustement. Ici réside la faille du système du Fonds : pour permettre un retour rapide aux « équilibres fondamentaux », sa politique comporte un volet de blocage des traitements de la fonction publique ; or, ceux-ci, par définition, sont d'un montant minime et ne permettent pas à leurs bénéficiaires de subsister. Un fonctionnaire-type maghrébin est un homme qui a ses parents à charge, plus une sœur divorcée sans ressources, sa femme, qui travaille, et deux enfants. Il dispose d'un salaire moyen de l'ordre de mille francs français par mois dont 50 % sont affectés au logement. Il n'a aucun moyen de s'en sortir. Il pourrait abandonner ses parents, ses proches et se concentrer sur la survie de ses enfants ; mais alors il passerait, selon la morale ambiante, pour une franche canaille. Il est condamné au travail au noir et aux revenus occultes ; de la sorte, il fait partie de la classe moyenne. La politique du FMI lui enlève en quelque sorte le pain de la bouche. Il va donc résister. Il est beaucoup plus facile de résister dans un pays où existe un large secteur privé.

Celui-ci offre des opportunités de gains en dehors de la corruption, qui se trouve laminée par la politique du Fonds. A titre d'exemple, lorsque le Maroc arabisa son enseignement, les professeurs de français, installés à leur compte, augmentèrent largement leurs revenus, car les parents refusèrent la politique d'arabisation. On comprend dès lors qu'un pays qui ne dispose pas d'un secteur privé accule les gens au désespoir.

Un plan d'ajustement structurel porte en général sur quatre ans ; la plupart du temps, il est prorogé de quatre autres années. Son principal atout est d'apporter les devises nécessaires au pays pour ne pas faire banqueroute. C'est son premier mérite, outre l'union sacrée qu'il provoque et qui assure la stabilité politique.

Deuxième mérite : une fois que le pays assisté satisfait aux critères du Fonds, les pays riches lui consentent de nouveaux crédits. Quand le plan réussit, c'est par pur hasard. Son succès provient d'une hausse des prix des matières premières ou d'une bonne année climatique qui induit une bonne

récolte. En dehors de ces cas d'espèce, il ne peut qu'échouer. Non qu'il soit mauvais, loin de là. Mais parce que, en pesant sur les équilibres fondamentaux, il agit sans le vouloir sur l'évolution des mentalités. Et celle-ci, en dehors des guerres civiles, et des dictatures à la chilienne ou à la thaïlandaise, ne peut être que très lente. Un plan d'ajustement structurel, pour réussir, a besoin d'une génération, c'est-à-dire de trente ans.

Les pays maghrébins ont des entrepreneurs, mais n'ont pas d'entreprises, sauf étrangères. En faisant l'amalgame entre entrepreneurs et entreprises, le plan se trompe quant à la finalité de la réduction des déficits publics. Pour le Fonds, cette réduction libère une épargne qui ira s'investir dans le privé. Mais cela ne se fait pas. On se heurte au problème des mentalités. L'entrepreneur ne fera pas appel à l'épargne autre que la sienne, car il ne sait pas diriger sans un contrôle total de son affaire. Et il ne la cotera jamais en Bourse.

Les classes moyennes et la peur de la pauvreté

Ces quarante dernières années ont vu l'émergence d'une véritable classe moyenne. Plus tard, on célébrera le dur labeur des femmes et des hommes qui ont accompli ce miracle. Mais pour le moment, ces hommes et ces femmes n'en voient que le caractère précaire. Et pourtant, les signes de leur enrichissement sont visibles. Au Maroc, par exemple, en 1996, 52 % de la population vit dans les villes ; 43 % des citadins sont propriétaires de leur logement. Les autres pays du Maghreb sont sensiblement dans la même situation. Cet enrichissement, loin de dégager un sentiment de satisfaction, déclenche au contraire une terrible panique.

« Le monde populaire, qu'il fût urbain ou rural, vivait à la fin du XIX^e siècle et continuera à vivre sous le Protectorat et même dans la phase de l'après-indépendance, avec cependant quelques améliorations sensibles de son sort, sous le signe de la pénurie. L'homme était et reste si proche de la mort, de la souffrance, des influences de la nature (froid, chaleur...) que son édifice mental en est certainement marqué. La vie était une lutte de tous les instants, contre la nature ou contre autrui. (...) L'indépendance acquise, c'est bien la petite-bourgeoisie quasi rurale qui se retrouve au pouvoir, par l'intermédiaire de ses enfants, intellectuels nationalistes formés à l'occidentale » (4), écrit Hichem Djaït.

La grande peur est de retomber dans la pauvreté. Aussi, la classe moyenne déteste-t-elle l'Histoire ; elle voudrait en effacer les traces de sa mémoire, car elle n'y trouve aucun motif de réjouissance. Elle déteste les sciences sociales, et notamment l'économie, qui mettent ses nerfs à la rude épreuve des réalités. La lecture des agrégats macro-économiques est, pour elle, un cauchemar. Partant de là, elle déteste toute culture ; la lecture de romans est, pour elle, source d'anxiété : elle lui rappelle qu'elle doit résoudre le problème de l'assujettissement des femmes, solution impensable au nom d'intérêts d'argent bien compris. Elle se contente des nostalgies andalouses et de l'âge d'or de Médine.

(4) DJAÏT (Hichem), *La personnalité et le devenir arabo-islamiques*, Paris, Seuil, 1974, p. 200 et 202.

L'arabisation, qu'elle repousse et dans laquelle elle se réfugie en même temps, lui permet de s'évader d'un monde moderne trop dur à affronter. La religion devient une armure. La classe moyenne veut conserver ses privilèges, même s'ils sont minces. Elle ne veut pas de la lutte contre la pauvreté. Elle a l'impression que le gâteau est de dimension réduite et elle ne veut pas le partager car, pour elle, cela signifierait retomber dans la pauvreté honnie. De surcroît, elle a besoin de pauvres qui lui fournissent la main-d'œuvre et le personnel qui sont un des signes visibles de son aisance.

Aussi, la hantise des classes moyennes est la peur du changement. Cette peur se manifeste dans le bruit et la fureur, dans la revendication de la démocratie, dans l'exigence d'une plus grande distribution des revenus. Mais ces revendications, elle les conçoit à son seul profit. Les riches, qui sont une poignée, doivent payer ; les classes moyennes ne se considèrent pas concernées par la solidarité, qui devient, de leur point de vue, une exaction. Elles sont conscientes du caractère octroyé de leur aisance. Qui donne peut reprendre. La revendication démocratique a essentiellement pour but de légitimer leur patrimoine et leur aisance. Que personne ne puisse y porter atteinte : ni les riches, ni les pauvres. A ce titre, elles ont l'appui du Fonds et de la Banque. Mais leur hostilité est totale quand les organisations internationales émettent des programmes de lutte contre la pauvreté, car il faut les financer et trouver les ressources fiscales nécessaires. La TVA est l'impôt diabolique qui touche les classes moyennes : les pauvres ne consomment pas et les riches, peu. La panique des classes moyennes est le facteur déterminant de l'évolution de tous les pays du Maghreb. Cette génération est celle de tous les dangers.

En novembre 1995, s'est tenue à Barcelone une conférence euro-méditerranéenne réunissant les chefs d'État. Elle a donné lieu à une déclaration, le 28, qui est intéressante par ce qu'elle tait. La Déclaration se fonde sur deux postulats implicites et non négociables :

Premier postulat : les pays du Sud doivent satisfaire à tous les critères du FMI et de la Banque Mondiale. Les critères du Fonds sont relatifs à l'assainissement des finances publiques – unique moyen de dégager une épargne publique permettant à ces pays de rembourser les créances du Nord. Les critères de la Banque concernent la lutte contre la pauvreté par la mise en place de programmes sociaux – unique moyen de fixer les populations et d'éviter les pressions migratoires vers le Nord. Remboursement de la dette et élimination des flux migratoires sont les principaux soucis de l'Europe. Objectifs inconciliables aussi bien sur le court que sur le moyen terme.

Second postulat : les pays du Maghreb réalisent 70 % de leurs échanges avec l'Europe. Ce niveau est considéré comme la limite à ne pas dépasser. Les pays du Sud sont priés d'augmenter les échanges Sud-Sud et de chercher de nouveaux débouchés. L'Europe leur garantit le niveau actuel des échanges avec elle, sans dépassements possibles.

De la sorte, on revient au postulat de Gunnar Myrdal : *Capital is made at home*. Les pays du Maghreb doivent se prendre en charge. Sans le dire clairement, ils espéraient être pris en charge afin de ne rien changer à leur mode de vie.